
Chambre des Représentants.

SEANCE DU 7 AVRIL 1922.

Proposition de loi

modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897, instituant
des délégués ouvriers à l'inspection des mines (1).

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DONNAY.

MESSIEURS,

La proposition de loi sur laquelle nous avons mission de vous faire rapport, est la reproduction exacte du texte arrêté par la Section centrale chargée, pendant la dernière session, de l'examen d'une proposition sur le même objet.

La Section centrale n'a apporté à ce texte qu'une légère modification, (art. 23) que nous donnons en annexe et a, pour le surplus, approuvé la proposition à l'unanimité. Dans ces conditions, nous croyons ne pouvoir mieux faire que de reproduire notre rapport de l'an dernier :

Le Rapporteur,
DONNAY.

Le Président,
TIBBAUT.

Parmi les revendications des travailleurs de la mine, il n'en est pas de plus ancienne ni de plus justifiée que celle relative à la nomination des délégués ouvriers à l'inspection des mines. Ce n'est cependant que le 1^{er} mars 1895, au lendemain de l'avènement du suffrage universel pluralisé, que la première proposition de loi ayant cet objectif fut déposée à la Chambre et examinée, d'abord par une Section centrale, puis par une Commission spéciale qui firent rapport.

Le Gouvernement ne se rallia pas à cette proposition même amendée et exprima

(1) Proposition de loi, n° 51.

(2) La section centrale, présidée par M. Tibbaut était composée de MM. Donnay, Moury, Bologne, Heyman, Flagey et Piérard.

son intention de soumettre à la Chambre un projet qui était à l'étude. Celui-ci fut déposé, le 30 mars 1896, par l'honorable M. Nyssens, premier titulaire du Ministère de l'Industrie et du Travail, nouvellement créé.

Les longs et intéressants débats auxquels celui-ci donna lieu portèrent surtout sur l'opportunité de l'inspection ouvrière, les conditions de son fonctionnement et le mode de nomination des délégués ouvriers. Unanimes pour en reconnaître l'opportunité, les législateurs ne le furent plus sur les conditions de son fonctionnement et se divisèrent surtout sur le mode de nomination des délégués pour aboutir enfin au vote de la loi du 11 avril 1897.

Laborieusement élaborée à un moment où le pays venait d'être si profondément troublé par une longue crise politique, cette loi a gardé comme une tare originelle aux yeux de la grande majorité des ouvriers de la mine. S'ils accueillaient avec joie la création d'une inspection ouvrière, dans la plupart des circonscriptions les inspecteurs étaient tenus pour suspects en raison surtout du mode de nomination instauré par la loi.

Aux termes de son article premier, elle confie aux sections des Conseils de l'Industrie et du Travail représentant l'industrie des charbonnages, le soin de présenter au Ministre compétent une double liste de candidats aux emplois de délégués. Dès l'apparition du projet du Gouvernement, ce système de désignation fut vivement combattu dans les régions minières où les ouvriers intéressés le considéraient comme une manifestation de méfiance à leur égard. Lors de la discussion de la loi, l'auteur du projet et l'honorable M. Cooreman, rapporteur au Sénat, avaient cependant déclaré que si le Gouvernement voulait, pour la désignation des candidats délégués, recourir à l'intervention des Conseils de l'Industrie et du Travail, ce n'était qu'à titre d'essai.

L'avenir prouva que cette déclaration n'avait pas calmé les appréhensions de ceux que la loi concerne, car dans de nombreux ressorts de Conseils de l'Industrie et du Travail, on vit les électeurs mineurs se désintéresser complètement de l'élection de ceux qui devaient choisir les candidats délégués. Depuis lors, la revision de la loi n'a pas cessé d'être réclamée par ceux dont elle doit garantir la sécurité et la salubrité dans l'exercice de leur pénible labeur. Elle reste l'une des questions les plus discutées au sein des associations professionnelles et des Congrès des mineurs, ce qui est peut-être la meilleure preuve de l'utilité de l'inspection.

Instaurée depuis 1898, l'expérience de vingt-trois années a préparé de nouveaux progrès dans ce domaine, et le dévouement, autant que l'esprit de sacrifice dont les travailleurs de la mine ont fait preuve dans la période de reconstruction surtout, constituent des gages dont le législateur doit tenir compte pour apprécier, dans un esprit de confiance largement méritée, ce qui peut être fait pour améliorer encore la loi en vigueur.

Sans doute, au point de vue général de son application, on ne peut contester les heureux résultats de l'inspection ouvrière. Elle a, dans une large mesure, contribué : 1° à augmenter la sécurité des travailleurs de la mine ; 2° à améliorer les conditions de salubrité dans lesquelles ils effectuent leur dur labeur quotidien ; 3° à réduire le nombre et la gravité des accidents ; 4° à faire mieux apprécier aux ouvriers mineurs la compétence, le dévouement et la vigilance des ingénieurs des mines.

Des résultats aussi satisfaisants prouvent-ils cependant que l'œuvre du législateur de 1897 ne soit pas susceptible d'améliorations ?

Nullement, et nous n'en voulons comme preuve que les dépôts, presque simultanés, de deux propositions de loi modifiant la législation actuellement en vigueur dont l'une de MM. de Liedekerke et consorts et l'autre de MM. Falony et consorts. Elles ont pour but d'améliorer : 1° le système de nomination des délégués ; 2° les conditions de leur fonctionnement en vue de permettre une observation plus rigoureuse de divers arrêtés postérieurs à 1897 et d'assurer les utiles auxiliaires des ingénieurs des mines que sont les délégués ouvriers, contre l'invalidité et la vieillesse.

S'inspirant des propositions que vous l'avez chargée d'examiner et après s'être mise d'accord avec le Gouvernement, la Section centrale vous soumet un projet, pour l'élaboration duquel elle a pris pour bases la loi de 1897 et la proposition de MM. Falony et consorts.

EXAMEN DES ARTICLES.

ARTICLE PREMIER. — Il précise la mission des délégués ouvriers qui consiste d'abord à examiner au point de vue de la salubrité et de la sécurité des ouvriers, les travaux souterrains.

Au 1^{er}, leur compétence est étendue *aux installations de la surface qui se rapportent directement à l'exploitation de la mine.*

Ces installations sont : la machine d'extraction, la lampisterie, les bains-douches ou les vestiaires et lavabos.

Pour justifier cette modification, il suffit de rappeler la circulaire ministérielle du 24 février 1898 ainsi que certains arrêtés royaux postérieurs à la loi de 1897. En ce qui concerne la surveillance de la machine d'extraction, l'arrêté royal du 10 décembre 1910 stipule, article 32 : « Au cours de la translation du » personnel, un aide capable de continuer celle-ci ou d'arrêter la machine en cas » d'indisposition subite du machiniste, se tiendra à portée des fers de manœuvre. »

Chargés de veiller à la sécurité des ouvriers du fond, les délégués doivent être compétents pour surveiller la scrupuleuse observation de l'article 32 ci-dessus qui a pour but d'augmenter la sécurité des ouvriers pendant leur translation.

« Dans les lampisteries de la surface, les délégués doivent s'assurer du bon » entretien des lampes et surtout du soin apporté à leur fermeture. » (Circ. min. du 24 février 1898.)

Quant aux bains-douches, dont l'obligation — sauf dispense conditionnelle — est réglementée par l'arrêté royal du 28 août 1911, leur surveillance par les délégués est de nature à produire d'heureux résultats tant sous le rapport de la discipline du personnel qu'au point de vue du respect des règles de l'hygiène, de la propreté des locaux et parfois même des mœurs.

Il en est de même des installations de vestiaires et de lavabos, réglementées par l'arrêté royal du 6 septembre 1912.

Dans le but de sauvegarder l'unité de l'action administrative en empêchant tout conflit de compétence, l'article 1^{er}, 4^e alinéa, place les délégués *sous la direction et la surveillance des ingénieurs du Corps des Mines aux instructions desquels ils auront à se conformer pour l'accomplissement de leur mission.*

Enfin, s'inspirant de la circulaire ministérielle du 24 février 1898, « les délégués ouvriers doivent pouvoir faire les visites qu'ils jugeront nécessaires », et désirant leur laisser toute l'initiative compatible avec les nécessités de leurs fonctions, votre Section centrale a jugé utile de préciser à l'article 1^{er}, *in fine*, qu'en cas de nécessité ou d'urgence, les délégués pourront agir d'après leur propre initiative, sauf à en référer immédiatement à l'ingénieur des mines.

ART. 2. — La modification introduite dans cet article a pour but de déterminer les circonscriptions en tenant compte du nombre d'ouvriers du fond et des sièges d'exploitation, dans une mesure qui permette au moins trois visites par siège et par mois.

ART. 3. — Le délégué, aux termes de l'article 12 de la loi actuelle, peut exiger un guide pour ses parcours souterrains, mais ne peut refuser d'être accompagné.

Il peut aussi enjoindre à son guide de s'écarter momentanément pour lui permettre de parler avec les ouvriers.

Que la loi autorise le délégué à exiger un guide, cela paraît logique puisque s'il ne connaît pas suffisamment le siège qu'il veut visiter, elle lui permet ainsi de remplir sa mission avec plus de sécurité. Mais s'il connaît les travaux, s'il juge même qu'il y a utilité pour son service à se diriger lui-même, il convient de lui en laisser la liberté et la responsabilité, car c'est la conséquence logique du droit d'agir de sa propre initiative qui lui est conféré par la circulaire ministérielle du 24 février 1898.

ART. 4. — Il interdit aux délégués d'être membres des Conseil de Prud'hommes, des Conseils de l'Industrie et du Travail, des Chambres législatives, des Conseils provinciaux ou communaux.

Tout en reconnaissant l'incompatibilité entre la mission de délégué et les fonctions de membres de certaines assemblées délibérantes, plusieurs membres ont exprimé le désir de ne pas introduire dans la loi l'incompatibilité avec les mandats de conseillers provinciaux ou communaux.

La Section centrale n'a pas admis cette manière de voir et a maintenu intégralement le texte de l'article 14 de la loi de 1897.

ART. 5. — Il fait interdiction aux délégués de faire commerce ainsi qu'à leur femme, enfants ou alliés en ligne directe qui habitent avec eux.

ART. 6. — Leur traitement et leurs frais de route seront fixés par arrêté royal. En outre, ils continueront à jouir des avantages accordés aux ouvriers mineurs par les décisions du Comité National mixte des mines. En ce qui concerne les distributions de charbon, un arrêté royal déterminera les modalités d'attribution.

Les ouvriers mineurs ont actuellement droit à une certaine quantité de charbon gratuit, généralement jugée insuffisante d'ailleurs pour assurer l'entière consommation. Il ne se concevrait pas que ceux d'entre eux qui deviendraient délégués, y perdraient leur droit.

En leur assurant la continuité d'un avantage dont ils jouissent déjà d'ailleurs, votre Section centrale a surtout voulu empêcher toute suspicion possible à l'égard

des délégués, quant à la provenance du charbon domestique nécessaire à leur consommation.

ART. 7. — Il règle la situation des délégués vis-à-vis des caisses communes de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs dans les mêmes termes que l'article 17 de la loi de 1897.

ART. 8. — De même que l'article 18 de la loi actuelle, il prévoit que le Ministre pourra toujours autoriser l'accès des mines à des délégués spéciaux.

ART. 9. — Il détermine le nombre minimum de visites que les délégués doivent effectuer, ce qu'ils doivent en consigner et les autorités auxquelles ils doivent adresser leurs rapports.

La loi de 1897, article 11, prescrit la tenue à chaque siège d'exploitation, d'un registre dans lequel ils doivent consigner à la sortie des travaux : la date de leur visite, l'itinéraire suivi, les faits essentiels observés, etc. Le directeur des travaux peut consigner ses observations dans le même registre en regard de celles du délégué. Ce registre est mis à la disposition de la direction et des ouvriers, seulement ceux-ci n'ont pas le droit d'y consigner leurs observations.

Les ouvriers pourraient voir là un manque de confiance à leur égard qui ne se justifierait pas.

La Section centrale vous propose de modifier le texte du septième alinéa comme suit : « Le directeur de l'exploitation, *ainsi que les ouvriers*, ont le droit » de consigner leurs observations dans le même registre, en regard de celles du » délégué ».

ART. 10. — L'âge minimum d'éligibilité étant 30 ans, il fixe le maximum à 60 ans parce que le service de l'inspecteur est trop pénible pour qu'en règle générale, au delà de cet âge, un ancien ouvrier mineur jouisse encore des aptitudes physiques indispensables pour remplir convenablement sa mission.

Il énumère aussi les sérieuses garanties d'expérience, de capacité et d'honorabilité que doivent offrir, pour être à hauteur de leur tâche, ceux qui aspirent à être candidats.

ART. 11. — Pour les ouvriers ou surveillants diplômés d'une école industrielle subsidee et inspectée par l'État, l'âge d'éligibilité est réduit de 30 à 25 ans, et l'exercice du métier de 10 à 5 ans, afin de stimuler le plus grand nombre possible de jeunes mineurs surtout, à fréquenter les cours des écoles industrielles.

ART. 12. — Il instaure un examen de capacité que devront subir, devant l'Ingénieur en Chef, Directeur des Mines, ceux qui voudront solliciter un emploi de délégué. Seuls, ceux qui l'auront réussi seront éligibles.

C'est là une sérieuse garantie au point de vue de la capacité des candidats.

ART. 13. — Pour être électeur il faut réunir les conditions d'électorat se rapprochant de celles exigées pour les Conseils de Prud'hommes. L'âge de 21 ans étant requis, il est superflu d'exiger un temps déterminé de l'exercice de la profession parce que, sauf de très rares exceptions, celui qui est mineur à 21 ans est et restera du métier.

ART. 14. — Un arrêté royal déterminera les modalités de la formation des listes électorales.

ART. 15. — Le Ministre compétent est chargé de la convocation des électeurs, pour la première fois dans les trois mois de la mise en vigueur de la loi.

ART. 16. — Il prévoit les sanctions à l'obligation du vote.

ART. 17. — Pour être élu, il faut obtenir la majorité des suffrages valablement exprimés et au moins un quart du nombre des électeurs inscrits.

C'est pour empêcher les nominations grâce aux bulletins blancs.

ART. 18. — Les pénalités prévues par la loi électorale sont applicables aux élections des délégués ouvriers.

ART. 19. — L'organisation des opérations électorales sera réglée par arrêté royal.

ART. 20. — Les délégués sont élus pour quatre ans. Aucune raison spéciale n'a été invoquée pour fixer ce terme.

ART. 21. — Il stipule les sanctions applicables à ceux qui mettraient obstacle à l'exercice de la mission des délégués. Cet article est la production des articles 21 et 22 de la loi de 1897.

ART. 22. — C'est l'article 13 de la loi actuelle. Afin d'assurer la régularité dans le fonctionnement de l'inspection, il donne au Ministre le droit de relever de ses fonctions le délégué rendu impropre à son service pour cause d'infirmité.

Le délégué coupable de manquement grave, condamné pour indignité à l'exclusion définitive du droit électoral ou par infraction aux règlements par la police des mines, pourra être révoqué.

ART. 23. — Pour que l'inspection puisse donner le maximum d'effets utiles, il ne suffit pas d'assurer l'indépendance des délégués, il faut encore que ceux-ci ne donnent aucun motif de suspicion ni aux exploitants ni aux ouvriers. Si le père ou le fils d'un délégué est ou devient chef porion ou conducteur de travaux dans un charbonnage inspecté par celui-ci, le fait est-il toujours connu par l'administration ? Mais si celle-ci l'ignore, les exploitants et les ouvriers le savent et l'on devine aisément les suspicions qui peuvent résulter de pareilles éventualités. C'est pour les empêcher que l'article 23 stipule qu'en de telles circonstances, le délégué concerné ne pourra continuer l'exercice de ses fonctions, *dans la même circonscription*, que moyennant une autorisation spéciale du Ministre.

ART. 24. — Actuellement, le délégué relevé de ses fonctions pour cause d'invalidité n'a aucun droit à la pension avant l'âge de 60 ans et est, le plus souvent, dans une situation misérable. S'il a même 60 ans, il n'a que sa pension de mineur alors que pendant de longues années, peut-être, il a rempli avec dévouement une mission particulièrement ingrate. Cette perspective a déjà écarté des services de l'inspection bien des hommes qui, par leur compétence spéciale, auraient pu être

des délégués d'élite. Dans le but d'assurer leur indépendance complète et d'encourager les meilleurs éléments à solliciter ces emplois, il faut non seulement leur assurer une pension à l'âge de 60 ans, mais aussi la leur garantir en cas d'invalidité.

Les taux de ces pensions, prévus à l'article 24, sont extrêmement modérés d'ailleurs, mais il y a lieu d'espérer que cette amélioration suffira à encourager ceux actuellement en fonction et contribuera, dans un avenir rapproché, à faire apprécier par les travailleurs de la mine toute l'importance de la mission des délégués.

La Section centrale, à l'unanimité de ses membres, a approuvé la proposition qui vous est soumise.

ANNEXE.

ART. 25. — Tout délégué dont un parent en ligne directe serait engagé dans un charbonnage de la circonscription en qualité de chef porion ou de conducteur des travaux, ne pourra continuer l'exercice de ses fonctions, *dans la même circonscription*, que moyennant l'obtention d'une autorisation spéciale du Ministre.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 APRIL 1922.

Wetsvoorstel

tot wijziging en aanvulling der wet van 11 April 1897, waarbij afgevaardigde werklieden bij het mijntoezicht worden aangesteld (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DONNAY.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel, waarover wij verslag moeten uitbrengen, is de woordelijke herhaling van den tekst die werd voorgesteld door de Middenafdeeling, gedurende het vorig zittingsjaar belast met het onderzoek van een wetsvoorstel over hetzelfde onderwerp.

De Middenafdeeling heeft in dien tekst slechts eene kleine wijziging gebracht (art. 23), die wij als bijlage doen volgen, en heeft voor het overige het wetsvoorstel eenparig goedgekeurd. Daarom denken wij niet beter te kunnen doen dan ons verslag van verleden jaar te laten herdrukken.

De Verslaggever,
DONNAY.

De Voorzitter,
EM. TIBBAUT.

Onder de eischen der mijnwerkers is er geen, die ouder is en waarop zij met meer recht kunnen aanspraak maken dan de benoeming van afgevaardigde werklieden bij het mijntoezicht. Het eerste wetsvoorstel, hebbende dezen eisch ten doel, werd nochtans slechts op 1 Maart 1898, nadat het meervoudig stemrecht algemeen was gemaakt, bij de Kamer ingediend en onderzocht, eerst door eene Middenafdeeling, daarna door eene Bijzondere Commissie, die beide verslag uitbrachten.

(1) Wetsvoorstel, n^o 51.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Tibbaut, voorzitter, Bologne, Donnay Flagey, Heyman, Moury en Piérard.

De Regeering gaf hare goedkeuring niet aan dit zelfs gewijzigde voorstel en gaf het voornemen te kennen, aan de Kamer een ontwerp over te maken, dat ter studie lag. Het werd den 30ⁿ Maart 1895 ingediend door den achtbaren heer Nyssens, den eersten titularis van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, dat pas was opgericht.

De lange en belangwekkende besprekingen, waartoe het ontwerp aanleiding gaf, gingen hoofdzakelijk over de gepastheid van het toezicht, door de werklieden uit te oefenen, over de werking er van en de wijze van benoeming der afgevaardigde werklieden. Wel waren de wetgevers eensgezind om de gepastheid er van te erkennen; zij waren het echter niet meer over de werking en vooral niet over de wijze van benoeming der afgevaardigden om, ten slotte, uit te komen op de goedkeuring der wet van 11 April 1897.

Met groote moeite uitgewerkt in een tijd dat het land zoo diep geschokt was geworden door eene lange politieke crisis, draagt deze wet, in de oogen van het meerendeel der mijnwerkers, eene oorspronkelijke smet in zich. Met vreugde begroetten zij de inrichting van het toezicht, door de werklieden uitgeoefend, doch in meest al de omschrijvingen werden de toezichters voor verdacht gehouden vooral uit hoofde van de wijze van benoeming, door de wet ingevoerd.

Naar luid van het eerste artikel wordt aan de afdeelingen van de Nijverheids- en Arbeidsraden, die de kolennijverheid vertegenwoordigen, de zorg opgedragen, aan den bevoegden Minister eene lijst met een dubbel getal candidaten voor de betrekkingen van afgevaardigde voor te dragen. Zoodra het ontwerp der Regeering het licht zag, werd deze wijze van voordracht hevig bekampt in de mijnstreken, daar de betrokken werklieden daarin eene uiting van wantrouwen te hunnen opzichte zagen. Tijdens de behandeling van de wet, hadden nochtans de maker van het ontwerp en de achtbare heer Cooreman, verslaggever voor den Senaat, verklaard dat het slechts bij wijze van proefneming was, dat de Regeering voor de voordracht der candidaat-afgevaardigden de tusschenkomst der Nijverheids- en Arbeidsraden wilde inroepen.

Uit de ervaring is gebleken dat deze verklaring de bezorgdheid van hen wie de wet aanbelangt, niet tot bedaren had gebracht; immers, in tal van omschrijvingen van Nijverheids- en Arbeidsraden kon men bevinden, dat de kiesgerechtigde mijnwerkers hoegenaamd geen belang meer stelden in de keuze van hen, die zelf de candidaat-afgevaardigden moesten kiezen. Sedertdien werd bij voortduur de herziening der wet gevraagd door hen, wier gezondheid en veiligheid deze wet moet waarborgen in de uitoefening van hun harden arbeid. Het blijft een der meest behandelde vraagstukken in de beroepsverenigingen en op de Congressen der mijnwerkers, hetgeen wellicht het beste bewijs is van het nut van het toezicht.

Daar sedert 1898 de wet werd ingevoerd, heeft de ervaring van 25 jaren dit gebied voor nieuwen vooruitgang geopend, en de toewijding zoowel als de geest van offervaardigheid, waarvan de mijnwerkers vooral gedurende het tijdperk van heropbouw hebben blijk gegeven, zijn voor den wet-

gever waarborgen, waarmede hij rekening dient te houden om, in een geest van wel verdiend vertrouwen, na te gaan welke verbeteringen in de bestaande wet nog kunnen gebracht worden.

Ongetwijfeld kan men, over 't algemeen, de heilzame gevolgen van het toezicht, door de werklieden uitgeoefend, niet betwisten. Het heeft in ruime mate bijgedragen : 1° tot de veiligheid der mijnwerkers ; 2° tot de gezondheidsvereischten tijdens hun dagelijkschen, harden arbeid ; 3° tot het verminderen van het getal en de zwaarwichtigheid der ongevallen ; 4° tot een klaarder besef, bij de mijnwerkers, van de bevoegdheid, de toewijding en de waakzaamheid der mijningenieurs.

Blijkt echter uit deze zoo heilzame gevolgen dat het werk van den wetgever van 1897 niet voor verbetering vatbaar is?

Geenszins, en zulks getuigt genoegzaam het schier gelijktijdig indienen van twee wetsvoorstellen tot wijziging van de bestaande wetgeving : het eene gaat uit van de heeren de Liedekerke c. s. ; het andere van de heeren Falony c. s. Beide voorstellen hebben ten doel, verbetering te brengen : 1° in de wijze van benoeming der afgevaardigden ; 2° in de wijzen van dezer werking ten einde meer nauwgezetheid te bekomen in de toepassing van onderscheidene besluiten, na 1897 genomen, en de verdienstvolle hulpkrachten der mijningenieurs — dat zijn de afgevaardigde werklieden — tegen de invaliditeit en den ouderdom te verzekeren.

Uitgaande van de voorstellen, welke ons tot onderzoek werden overgemaakt, en in overleg met de Regeering, legt de Middenafdeeling u een ontwerp voor, dat steunt op de wet van 1897 en op het voorstel-Falony c. s.

ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

EERSTE ARTIKEL. — Hier wordt bepaald de zending der afgevaardigde werklieden, die eerst en vooral bestaat in het toezicht op de ondergrondse werken met het oog op de gezondheid en de veiligheid der werklieden.

In n° 1 wordt hunne bevoegdheid uitgestrekt *tot de bovengrondse inrichtingen, die rechtstreeks tot de mijnontginning behooren.*

Deze inrichtingen zijn : het ophaalwerktuig, de lampenkamer, de stortbaden of de kleedkamer en lavabo's.

Om deze wijziging te billijken, volstaat het te herinneren aan den ministerieelen omzendbrief van 24 Februari 1898, alsmede aan sommige Koninklijke besluiten, gedagteekend na de wet van 1897. Wat het toezicht op het ophaalwerktuig betreft, luidt het Koninklijk besluit van 10 December 1910, artikel 32, als volgt : « Tijdens het vervoer van het personeel moet een helper, die het werktuig kan in gang of stil zetten wanneer de machinist schielijk ongesteld wordt, zich in 't bereik van den hefboom bevinden. »

Belast met het toezicht op de veiligheid der ondergrondse werklieden, moeten de afgevaardigden bevoegd zijn om het oog te houden op de nauwkeurige naleving van bovengemeld artikel 32, dat ten doel heeft, de veiligheid der werklieden tijdens hun vervoer te verhoogen.

« In de lampenkamers van den bovengrond moeten de afgevaardigden zich vergewissen van het goed onderhouden der lampen en vooral van de

zorg, aan het sluiten er van besteed. » (Min. Omzendbrief van 24 Februari 1898.)

Op de stortbaden, waarvan de verplichting — behoudens voorwaardelijke ontslaging — geregeld wordt door het Koninklijk besluit van 28 Augustus 1911, is het toezicht der afgevaardigden geschikt om heilzame gevolgen te hebben zoo ten opzichte van de tucht van het personeel als ten opzichte van het naleven van de voorschriften der hygiëne, van het zuiver houden der lokalen en soms zelfs van de zeden.

Hetzelfde geldt voor de inrichting der kleedkamers en der lavabo's, welke geregeld wordt door het Koninklijk besluit van 6 September 1912.

Ten einde de eenheid in de bestuurswerking te handhaven door het verhinderen van elk geschil wegens bevoegdheid, worden door artikel 1, lid 4, de afgevaardigden *onder de leiding en het toezicht gesteld van de ingenieurs van het Mijnskorps, wier onderrichtingen zij tot het vervullen hunner opdracht moeten naleven.*

Ten slotte, met den ministerieelen omzendbrief van 24 Februari 1898 aan de hand, « moeten de afgevaardigde werklieden de bezoeken kunnen doen, welke zij noodig achten »; en vermits uwe Middenafdeeling verlangt hun al den ondernemingsgeest over te laten, welke vereenigbaar is met de vereischen van hun ambt, heeft zij het nuttig geoordeeld, het slot van artikel 1 nader te omschrijven als volgt : « *Is het noodzakelijk of spoedver-eischend, dan kunnen de afgevaardigden handelen op eigen hand, mits zij dadelijk verslag daarvan doen aan den Mijningenieur.* »

Art. 2. — De wijziging in dit artikel heeft ten doel, de omschrijvingen te bepalen, met inachtneming van het getal ondergrondse arbeiders en het getal bedrijfszetels, in zulke verhouding dat ten minste drie bezoeken per zetel en per maand kunnen gedaan worden.

Art. 3. — Luidens artikel 12 der tegenwoordige wet mag de afgevaardigde een gids eischen voor zijne ondergrondse bezoeken, maar hij mag niet weigeren vergezeld te zijn.

Hij mag aan zijn gids opleggen, zich even te verwijderen, wanneer hij met de werklieden wil spreken.

Het komt nog al logisch voor, dat de wet den afgevaardigde toelaat een gids te vragen, daar hij aldus, wanneer hij de mijn, die hij wil bezoeken, niet voldoende kent, zich op meer veilige wijze van zijne taak kan kwijten. Maar indien hij de werken kent, indien hij zelf oordeelt dat het voor zijn dienst nuttig kan zijn er alleen op af te gaan, moet men hem die vrijheid en de verantwoordelijkheid daarvan laten, want dit is het logisch gevolg van zijn recht op eigen hand te handelen, recht dat hem werd toegekend door den Ministerieelen Omzendbrief van 24 Februari 1898.

Art. 4. — Dit artikel verbiedt aan de afgevaardigden, lid te zijn van de Werkrechtersraden, de Nijverheids- en Arbeidsraden, de Wetgevende Kamers, de Provinciale Raden en Gemeenteraden.

Verscheidene leden, al erkenden zij wel de overeenbaarheid van de taak

van afgevaardigde met het lidmaatschap van sommige beraadslagend, lichamen, drukten den wensch uit, niet in de wet neer te leggen de onverenbaarheid met het lidmaatschap van de provinciale raden of gemeenteraden.

De Middenafdeeling verwierp deze zienswijze en heeft den tekst van artikel 14 der wet van 1897 onveranderd behouden.

ART. 5. — Dit verbiedt aan de afgevaardigden, evenals aan hunne vrouwe hunne kinderen en aanverwanten in de rechte linie, die bij hen wonen handel te drijven.

ART. 6. — Hunne wedde en reiskosten worden bepaald bij Koninklijk besluit. Bovendien blijven hun de voordeelen toegekend, die worden verleend aan de mijnwerkers door de beslissingen van het Gemengd Nationaal Mijncomiteit.

De kolenverdeeling zal bij Koninklijk besluit worden geregeld.

De mijnwerkers hebben thans recht op eene zekere hoeveelheid kolen, die gewoonlijk onvoldoende is voor hunne behoeften. Het is niet aan te nemen dat degene onder hen, die afgevaardigd worden, hun recht daarop verliezen. Door hun dit voorrecht voort toe te kennen, heeft de Middenafdeeling willen beletten dat eenige verdenking oprijze ten aanzien van de afgevaardigden, wat betreft de herkomst van de huiskolen die zij voor hun verbruik noodig hebben.

ART. 7. — Het regelt den toestand van de afgevaardigden ten aanzien van de gemeenschappelijke voorzorgskassen ten bate van de mijnwerkers, naar luid van artikel 7 der wet van 1897.

ART. 8. — Evenals artikel 78 der tegenwoordige wet, bepaalt het dat de Minister den toegang tot de mijnen steeds kan verleenen aan bijzondere afgevaardigden.

ART. 9. — Het bepaalt het minimum-getal bezoeken die de afgevaardigden moeten afleggen, wat zij moeten vermelden, en de overheden waaraan zij hunne verslagen moeten zenden.

De wet van 1897, artikel 11, schrijft het houden van een register voor, in elken bedrijfszetel, waarin zij bij het verlaten der werken moeten vermelden: den datum van hun bezoek, den gevolgden weg, de bijzonderste bevindingen, enz. De bestuurder van de werken mag zijne opmerkingen in hetzelfde register neerschrijven naast deze van den afgevaardigde. Dit register ligt ter beschikking van het bestuur en van de werklieden; deze laatsten hebben evenwel niet het recht hunne opmerkingen daarin neer te schrijven.

De werklieden zouden daarin een niet te billijken gebrek van vertrouwen te hunnen opzichte kunnen zien.

De Middenafdeeling stelt u voor, den tekst van het zevende lid te wijzigen als volgt :

« De bestuurder van het bedrijf, alsmede de werklieden zijn gerechtigd

om hunne aanmerkingen in hetzelfde register te vermelden tegenover die van den afgevaardigde. »

ART. 10. — De minimum-leeftijd van verkiesbaarheid is 30 jaar; artikel 10 stelt het maximum op 60 jaar, daar de inspectiedienst al te zwaar is om te eischen dat een oud-werkman, boven die jaren, nog de onmisbare lichamelijke kracht bezit om zijn taak naar behooren te vervullen.

Het geeft ook de opsomming der ernstige waarborgen van ondervinding, bekwaamheid en achtbaarheid, waarvan degenen, die naar de plaats dingen, moeten blijk geven.

ART. 11. — Voor de werklieden of bewakers, houders van een diploma van eene gesubsidieerde nijverheidsschool die onder Staatstoezicht staat, wordt de leeftijd van verkiesbaarheid gebracht van 30 op 25 jaar, en de uitoefening van het vak van 10 op 5 jaar, om zooveel mogelijk jonge mijnwerkers aan te zetten, de lessen der nijverheidsscholen bij te wonen.

ART. 12. — Krachtens dit artikel wordt een bekwaamheidsexamen ingesteld, dat al degenen, die naar een plaats van afgevaardigde dingen, moeten afleggen voor den Hoofdingenieur, Bestuurder der Mijnen. Alleen dezen, die slagen, zijn verkiesbaar.

Dit is een zeer ernstige waarborg voor de bekwaamheid der kandidaten.

ART. 13. — Om kiezer te zijn, wordt nagenoeg hetzelfde vereischt als voor het kiesrecht voor de Werkrechtersraden. Vermits de leeftijd van 21 jaar geveerd wordt, is het onnoodig een bepaalden tijd van uitoefening van het vak te eischen, behalve bij zeer uitzonderlijke gevallen; iemand, die mijnwerker is op 21 jaar, is en blijft mijnwerker.

ART. 14. — Een Koninklijk besluit bepaalt de wijzen van het opmaken der kiezerslijsten.

ART. 15. — De bevoegde Minister is belast met het oproepen der kiezers, voor de eerste maal binnen drie maanden na het van kracht worden der wet.

ART. 16. — Het voorziet de strafbepalingen voor de verplichte stemming.

ART. 17. — Om gekozen te worden, moet men de meerderheid der geldig uitgebrachte stemmen en ten minste een vierde van het getal ingeschreven kiezers bekomen.

Dit om de benoemingen, ten gevolge van niet ingevulde stembrieven, te beletten.

ART. 18. — De straffen, voorzien in de kieswet, zijn toepasselijk op de verkiezingen der afgevaardigden-werklieden.

ART. 19. — Een Koninklijk besluit regelt de kiesverrichtingen.

ART. 20. — De afgevaardigden worden gekozen voor vier jaar. Geen enkele bijzondere reden werd aangevoerd om dien termijn te bepalen.

ART. 21. — Het bepaalt de straffen toepasselijk op degenen die de afgevaardigden zouden beletten hunne taak uit te oefenen. Dit artikel is de herhaling van de artikelen 21 en 22 der wet van 1897.

ART. 22. — Dit is artikel 13 van de tegenwoordige wet. Om den geregelde gang van het toezicht te verzekeren, geeft het aan den Minister het recht, den afgevaardigde, die wegens lichaamsgebreken voor zijn dienst onbekwaam is geworden, uit zijn ambt te ontzetten.

De afgevaardigde, die zich aan zwaar verzuim heeft schuldig gemaakt, die door de mijnpolitie wegens onwaardigheid veroordeeld werd tot definitieve ontheffing van zijn kiesrecht of wegens inbreuk op de reglementen, kan afgezet worden.

ART. 23. — Om van het toezicht den hoogsten uitslag te verkrijgen, is het niet voldoende de onafhankelijkheid van de afgevaardigden te verzekeren; dezen moeten elke reden tot verdenking vermijden van de zijde der werkgevers of der werklieden. Is het altijd door het Bestuur geweten wanneer de vader of de zoon van een afgevaardigde ploegbaas of leider der werken wordt in een kolenmijn, door dezen geïnspecteerd? Maar weet de Administratie het niet, zoo is het wel bekend aan de werkgevers en de werklieden, en men kan al licht raden wat al verdenking uit zulke toestanden kan voortspuiten. Om dit te beletten, bepaalt artikel 23 dat de betrokken afgevaardigde in dergelijke gevallen *in dezelfde omschrijving* slechts zijn ambt mag blijven waarnemen mits een bijzondere toelating van den Minister.

ART. 24. — Thans heeft de afgevaardigde, die uit zijn ambt werd ontzet wegens invaliditeit, niet het minste recht op pensioen vóór den leeftijd van 60 jaar en bevindt zich meestendeels in een ellendigen toestand. Zelfs wanneer hij 60 jaar oud is, heeft hij enkel zijn mijnwerkerspensioen, dan wanneer hij misschien gedurende lange jaren met veel toewijding eene zeer ondankbare taak heeft volbracht.

Dit vooruitzicht heeft reeds van den toezichtsdienst vele mannen afgehouden, die, wegens hunne bijzondere bevoegdheid, uitstekende afgevaardigden hadden kunnen zijn. Om hun eene volledige onafhankelijkheid te verzekeren en de flinkste mannen aan te zetten die plaatsen aan te vragen, moet men hun niet alleen een pensioen verzekeren op 60 jaar, maar hun dit ook toezeggen voor de gevallen van invaliditeit.

Het bedrag van dit pensioen, voorzien bij artikel 24, is, ten andere, zeer bescheiden, maar wij durven hopen dat deze verbetering reeds eene aanmoediging zal zijn voor de thans in dienst zijnde afgevaardigden, en dat zij de mijnarbeiders het belang van de taak der afgevaardigden weldra zal doen waardeeren.

Met eenparige stemmng heeft de Middenafdeeling het voorstel, dat u is onderworpen, goedgekeurd.

BIJLAGE.

ART. 23. — Elke afgevaardigde, waarvan een bloedverwant in de rechte linie als hoofdopzichter of als leider der werken mocht werkzaam zijn in eene kolenmijn der omschrijving, mag niet langer zijn ambt vervullen *in dezelfde omschrijving*, tenzij hij daartoe eene bijzondere machtiging van den Minister bekomt.